



NON A L' EXTRADITION DE KLAUSS CROISSANT

Editorial

S' il est une question qui surclasse toutes les autres dans la triste actualité que nous vivons, c'est indéniablement cette fascination de l'Europe et du monde que justifie et camoufle le concert de la politique et de la presse, sa servante, en des termes dont l'hypocrisie le dispute au cynisme.

L'affaire Klaus Croissant n'en est qu'une étape.

Elle fait partie de ce pacte des polices et des Etats contre l'homme et contre la liberté.

Elle fait partie de cet étouffement de la pensée, en vue de ramener l'individu à ces temps médiévaux où le crime d'intelligence relevait de la corde et du bûcher.

De pareilles causes ont toujours leurs servants, pour ne pas dire leurs valets.

Le procureur Sadon en est le plus bel exemplaire.

Pour justifier la honte d'extrader un homme, il n'a pas hésité à déclarer qu'il n'avait pas à juger de la culpabilité d'un accusé étranger, et que c'était à son pays propre de s'en charger ; que son seul rôle à lui, nouveau Judas, était de livrer la victime au bourreau.

Ainsi, la conscience soulagée et le cœur léger, le procureur Sadon invite le tribunal à cette extradition, comme à l'époque de Hitler il l'aurait invitée à livrer les juifs ou les réfugiés au dictateur du grand Reich.

Et la comparaison n'est pas exagérée, quand la RFA accorde des obsèques nationales à un séide du führer (SS Hans Martin Schleyer numéro 227014, commissaire politique du 13^e régiment de SS en 1937, dirigeant des étudiants nazis en Autriche en 1938, auteur du pillage et du brigandage des entreprises juives, tchèques et polonaises au cours de la guerre 1939-1945.)

La comparaison n'est pas exagérée lorsque, avant de lui consacrer la mascarade de pareilles funérailles, ce gouvernement démocratique en avait fait le chef du patronat.

La comparaison n'est pas exagérée quand cette même Allemagne - qui réclame à cor et à cris que la France lui livre sa victime - refuse d'extrader ce fasciste auteur de multiples crimes, et que lui demande le gouvernement italien.

Ce n'est certes pas nous qui nous en indignons, trop heureux qu'il puisse exister encore des terres d'asile, en dépit de la mafia de toutes les polices, mais nous voudrions qu'elles ne soient pas réservées aux seuls fascistes, nous voudrions que, sans avoir le pedigree d'une liste d'assassinats, un homme puisse trouver sur une terre étrangère la liberté et le droit de vivre que la sienne lui a refusés.

Est-ce que la France, cette « glorieuse France » dont les pantins politiques se gargarisent dans leurs discours et leur insincérité, va extrader, avec Klaus Croissant, le droit de la défense ?

Est-ce que le tribunal va s'incliner devant les absences de preuves d'un gouvernement allemand qui ne saurait accuser Klaus Croissant d'autre chose que d'avoir été l'avocat de Baader et de ses compagnons ?

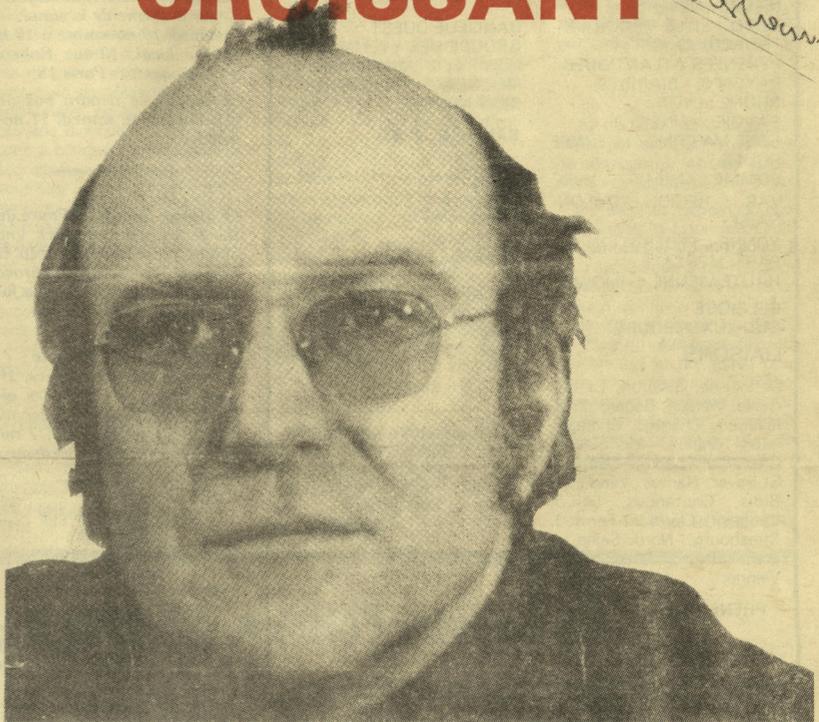
Est-ce que le tribunal va céder à des accusations de l'acabit des explications données, lors du « suicide » des prisonniers gardés de jour et de nuit, et disposant de téléphones, d'appareils de transmission et d'armes dont ils ne se sont pas servis contre leurs matons ?

A qui pourrait-on faire avaler pareilles billevesées ?

Et quel spectacle serait plus comique (si la liberté et peut-être la vie d'un homme n'était en jeu) que celui de ces graves magistrats embarqués dans des élucubrations rocambolesques et s'efforçant de leur donner du crédit ?

Encore une fois, l'affaire Klaus Croissant n'est pas un début, elle est un aboutissement qui nous en promet d'autres.

Il faut que par l'écrit, alors que le droit d'écrire existe encore, il faut que par la parole, alors que le baillon ne nous est pas encore mis, tout ce qui pense, tout ce qui s'indigne, tout ce qui est encore digne du nom d'homme, s'élève, proteste, s'oppose au crime qui serait commis si Klaus Croissant devait être livré, non à l'Allemagne, mais à la barbarie, à la dictature et à la négation de toute civilisation.



Un personnage grotesque et ridicule

MONSIEUR BARRE

Voilà déjà quinze mois que nous le vîmes apparaître pour la première fois à la lucarne de la télévision! En vérité, et malgré l'étiquette de « meilleur économiste de France » que Giscard d'Estaing lui accrocha au dos, Monsieur Barre ne creva pas l'écran! Ces derniers jours, nous l'avons vu réapparaître, le panier de la ménagère au bras, pour nous réciter des litanies sur les malheurs du jour! Quinze mois déjà, une période où tout a bougé dans le domaine de l'économie, de la politique, et pendant laquelle Monsieur Barre, constant dans sa médiocrité, est resté lui-même.

Lorsque le président de la République eut l'idée baroque de lui confier la direction du char de l'Etat qui brinquebalait sur des chemins caillouteux, personne ne connaissait Monsieur Barre. Vague fonctionnaire au Marché Commun, sous ministre d'un département ministériel de second ordre, il apparut à tous pour ce qu'il était, pour ce que les puissants qui l'avaient poussé aux honneurs voulaient qu'il fut, un représentant de cette petite bourgeoisie crottée, âpre au gain et fé-

roce, prête à tout pour conserver les privilèges d'une classe qui refusait d'épouser son temps. Souvenons-nous, rappelez-vous. Le front têtue, le verbe incolore, la mine compassée d'un notaire de campagne, débitant des vérités économiques ressassées par l'histoire et qu'on aurait pu placer, dans le bêtifiant langage politique de l'histoire auprès de « la poule au pot », « les deux mamelles de la France », le « enrichissez-vous », le « je vous ai compris » et autres conneries

du même genre qui firent la joie d'écoliers dissipés!

La bourgeoisie française possède l'art et la manière de choisir ses serviteurs dans le bric à brac que constitue son cheptel politique : Pétain, De Gaulle, des culottes de peau étoilées qui permettront de remplir notre littérature d'histoire d'images d'Epinal, puis Pompidou, Barre, bourgeois replets, tassés sur eux-mêmes, et destinés à colmater les brèches que la poussée du monde du travail pratique dans la société de classes. Barre, dans cette dernière lignée, est plus vrai que nature! C'est sa seule originalité. Avec lui, on est revenu au bas de laine du père Chéron, de joyeuse mémoire. Il allait, le bougre, jugler les prix, résorber le chô-

(suite page 5)

FOP 2520

Activités de la Fédération Anarchiste

Groupes

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MONTLUCON
 MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUDE : NARBONNE
 B.D.R. : MARSEILLE
 CALVADOS : HEROUVILLE
 CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANCON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLI ET VILAINE : RENNES
 INDRE ET LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN
 LOIRE ATLANTIQUE : NANTES
 LOT ET GARONNE : FUMEL
 MAINE ET LOIRE : ANGERS
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : LILLE - ROUBAIX - TOURCOING
 PYRENEES ATLANTIQUES : BAYONNE - BIARRITZ
 RHONE : LYON
 SAVOIE : ANNECY
 SEINE MARITIME : LE HAVRE
 ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : REGION TOULON-NAISE
 YONNE : FEDERATION DE PARTEMENTALE
 HAUTE Vienne : LIMOGES
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG
 LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, La Rochelle, Vierzon, Bégard, Châteaudun, Chartres, Châteauroux, Chinon, Montpellier, Grenoble, Lons-le-Saunier, St-Sever, Nantes, Vendôme, Blois, Coutances, St-Lô, Vannes, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord Seine et Marne, Nord de la Haute-Vienne.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT AUX RELATIONS INTERIEURES PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2, 5, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 20.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY
 - VANVES-MALAKOFF-MONTROUGE
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONES
 - BRUNOY et LIAISON SEINE-ET-MARNE

BANLIEUE EST

GAGNY - NEUILLY SUR MARNE - CHELLES

BANLIEUE OUEST

GROUPE DES YVELINES
 ISSY LES MOULINEAUX, MEUDON, BOULOGNE - BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

- AULNAY-SEVRAN
 - NORD DES HAUTS-DE-SEINE
 - ASNIERES

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON DES POSTIERS (édite Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTS (édite Voie libre)
 LIAISON DU LIVRE
 GROUPE BNP PARIS

Directeur de la publication
Maurice LAISANT
 Commission Paritaire n° 55635
 S.N.I.S.C.
 93100 Montreuil
 Dépot légal : 44 149 premier trimestre 77
 Diffusion SAEM Transport Presse
 Routage 205 - Publi-Routage

ACHETEZ

«LE MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE»
 CHAQUE SEMAINE AU MEME ENDROIT

IMPORTANT

Les lecteurs qui nous font parvenir leur bulletin d'abonnement doivent savoir qu'un délai de quinze jours est nécessaire avant la mise en route de cet abonnement. Les paiements effectués par chèque sont à libeller à l'ordre de PUBLICO exclusivement.
 Les Administrateurs

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289 15 Paris

TARIF		
	Sous pli fermé	Etranger
France	35 F	40 F
3 mois	55 F	80 F
6 mois	110 F	150 F
12 mois	210 F	250 F
24 mois	375 F	450 F

Abonnez vous

BULETIN D'ABONNEMENT

(à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

Cours au local du groupe
 Louise Michel
 10, rue Robert Planquette (rue Lepic) - Paris 18^e, chaque jeudi à partir de 20 h 30

jeudi 17 novembre
LE FEDERALISME
COOPERATIVES OUVRIERES
MUTUELLISME
 par Hervé Guezennec

jeudi 24 novembre
BAKOUNINE
 par Carmen Sanchez

Le groupe libertaire
 Louise Michel
 organise un colloque-débat sur le thème de la santé le samedi 19 novembre à 17 h en son local, 10 rue Robert Planquette - Paris 18^e

Le groupe ne tiendra pas de permanence le samedi 11 novembre

Le groupe Sébastien Faure de Bordeaux vient d'éditer une affiche représentant Sacco et Vanzetti avec cette phrase imprimée : «la jeunesse du futur reconnaitra nos idées».

Une affiche : 3F
 10 affiches : 2F l'une
 Au-dessus de 100 affiches, 1F l'une franco de port. Ces affiches sont à commander au groupe Sébastien Faure, 7 rue du muguet 33000 Bordeaux.

Le groupe La Boétie organise le mercredi 26 novembre à 20 h 30 une conférence-débat sur **LA BANDE A BAADER**

Salle du centre administratif
 Place de la mairie - Asnières

Le groupe La Boétie organise à la maison des jeunes et de la culture, 184 Bd. St-Denis à Courbevoie (métro Pont de Levallois), une réunion publique :

de hitler a schleyer
 la bande a baader

L'Union Pacifiste organise le samedi 19 novembre, salle Balzac à 20h30 à Tours, une conférence-débat sur le thème «Quelle paix ? Quel Désarmement ?», avec la participation de Maurice Laisant et de Maurice Montet.

COMMUNIQUE TRANSMIS A LA PRESSE

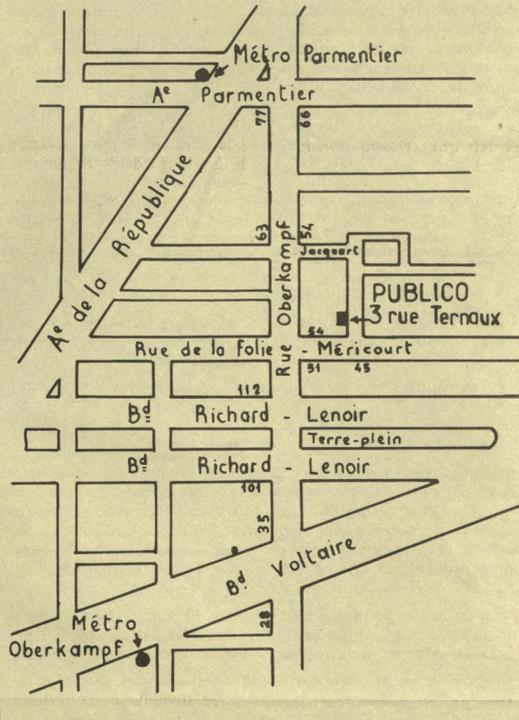
Les 11, 12 et 13 novembre 77 se tiendra à Boussy-St-Antoine (Essone), le Congrès Extraordinaire de la Fédération Anarchiste. Ces trois journées seront consacrées :
 - à la propagande face aux menées des partis politiques pour 1978,
 - au rôle et à la position des anarchistes face au syndicalisme réformiste,
 - à la réactualisation des thèmes tels que l'antimilitarisme, l'écologie, le problème des femmes et de leurs luttes.

Ce congrès démontre la volonté de l'ensemble de l'organisation de s'insérer de plus en plus efficacement dans le contexte politique, économique et social, insertion qui passe obligatoirement par une réadaptation à la conjoncture actuelle des thèmes traditionnels de propagande.

FEDERATION ANARCHISTE

POUR NOUS TROUVER PLUS FACILEMENT

La librairie Publico est ouverte du mardi au vendredi de 14 heures à 19 heures et le samedi de 10 heures à 19 heures.



SOUSCRIPTION AU MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE

NIEL	300	REGION TOULON	300
HENNEQUIN	50	GRAZIANI	45
ROUZET	100	FRADISS	34
BOUZIN	35	GROUPE VARLIN	700
BIDEAU	100	MILLOT	100
TEYSSIER	20	GROUPE L.MICHEL	700
OLIVE	10	DELARUE ET LAVENUS	40
AUFFEDOU	100	GROUPE FRESNES	400
TIRONE	50	GROUPE MALATESTA	200
BEAUFILS	40	ABONNEMENTS	9554
ANDRES	75		
PLANAS	40	TOTAL	12903
PAUGAM	25		
TRILLON	15	SEMAINES PASSEES	320979
VICENTE	50		
DUCHENE	20	TOTAL GENERAL	333882

**UN SERVICE
 REGULIER
 ET RAPIDE
 L'ABONNEMENT**

Les 29 et 30 octobre à Paris

59^{ème} CONGRES DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

L'actualité particulièrement brûlante de cette fin d'année, bande à Baader et ses suites, enlèvements de la part du front Polisario, proches échéances électorales, a trouvé une résonance très forte au cours du 59^{ème} congrès de la Ligue des Droits de l'Homme.

Il faut dire en préambule que la Ligue est une des rares organisations en France, et peut-être la seule, où le pluralisme réel de ses adhérents ne nuit aucunement à la sérénité des débats, et par voie de conséquence, en enrichit considérablement le contenu. Les locaux de la Ligue ont eu à souffrir pendant le mois d'octobre du terrorisme de l'extrême-droite (incendie criminel provoqué par le groupe Peiper) mais les congressistes n'ont pas eu à subir les méfaits du terrorisme verbal.

ENGAGEMENT POLITIQUE DE LA LIGUE

Après avoir enregistré la progression constante de l'influence de la Ligue et du nombre de ses adhérents (+22% en 1977), le congrès a eu à se prononcer sur le rapport moral présenté par H. NOGUERES, rapport dont l'axe central tournait autour d'un engagement prononcé aux côtés de l'Union de la Gauche pour les prochaines législatives.

Un nombre non négligeable d'orateurs est venu proclamer son hostilité à cette politisation excessive de la Ligue. Leur position peut se trouver résumée par une motion diffusée pendant le congrès par la section de Nantes. «*La gauche unie n'a pas le monopole de la lutte en faveur des libertés démocratiques. D'autres courants de pensée tels que certains libéraux, anarchistes, trotskistes, etc. n'approuvent pas inconditionnellement la tactique de la gauche unie.*»

Maurice JOYEUX, au nom de la 18^{ème} section de Paris, devait exhorter les ligueurs à se hausser au-dessus des contingences électorales et rappeler que «*la Ligue est une grande dame qui n'a pas à traîner ses dentelles dans la poussière des préaux électoraux*»

Malgré toutes ces interventions, le poids des habitudes et de la tradition fut le plus fort et le vote du rapport moral, à une très large majorité, indiqua que la Ligue continuerait à espérer des lendemains qui chantent de la gauche parlementaire, même désunie.

LA LIGUE ET LE SOCIALISME

Luttant sur le domaine strict de la défense des droits de l'homme sur le plan politique, la Ligue a décidé depuis plusieurs années de s'attaquer aux problèmes des droits économiques et sociaux. A partir d'un

rapport controversable et controversé, sur le thème du droit au travail, les débats consacrés à ce sujet ont curieusement pris le contre-pied de ceux de la veille. Les interventions de nombreux orateurs ont mis en évidence la sensibilité profonde des ligueurs sur des notions telles que utopie, autogestion, gestion directe par les intéressés eux-mêmes.

Un des délégués de l'Aube a développé l'idée de la «citoyenneté économique». Partant du fait que les français jouissent, au moins sur le plan formel, d'une citoyenneté politique à part entière, ces mêmes français, quand ils sont salariés, ne jouissent pas du pouvoir souverain de décision dans les entreprises, ce qui en fait des citoyens diminués. Nous avons donc à conquérir la citoyenneté économique. Au fond, il s'agit peut-être là d'une façon différente de qualifier les aspirations dusocialisme en général et du socialisme libertaire en particulier.

De manière assez inattendue le contenu de ce débat fut nettement plus riche que celui consacré aux préoccupations électorales.

LA LIGUE ET LE TERRORISME

Sur un sujet aussi actuel, le congrès s'est interdit de porter des jugements hâtifs sur le contenu des terrorismes actuels.

Malgré tout, la plupart des interventions a montré l'angoisse éprouvée devant le désespoir de certains militants révolutionnaires, désespoir qui les conduit à des actes extrêmes.

Mais le congrès avait un problème urgent à régler. Celui de la position à prendre devant un projet de convention européenne contre le terrorisme, déjà adopté par le comité des ministres du conseil de l'Europe et bientôt soumis à la ratification du Parlement français.

L'analyse du texte a montré que cette convention présente un risque certain pour la sauvegarde des droits de la défense et le maintien du droit d'asile. Le congrès a donc condamné à l'unanimité ce texte et mandaté le comité central de la Ligue pour qu'il propose la création d'une cour pénale européenne garantissant les droits de la défense et l'indépendance des juges, cette cour devant connaître toutes les affaires du terrorisme, «*celui du revolver comme celui de la finance*», selon la formule de F. COLCOMBET.

Pour conclure cette partie des débats, j'emprunterai à Charles BLANCHARD un fragment de l'article qu'il a consacré à ce congrès dans *Le Matin* du 31 octobre :

«*Mais qu'on extrade les terroristes ou qu'on fasse appel à une juridiction supranationale pour les juger ne résoudra pas de toute façon le problème du terrorisme «abcès sur un corps pourri» comme l'a défini Maurice Joyeux, vieux sage de l'anarchie, qui a tiré la conclusion de ce débat : «Vous ne supprimerez cet abcès qu'en guérissant le corps ou en coupant le membre atteint.»*»

Il est dommage que Ch. Blanchard n'ait pas jugé bon d'ajouter la phrase suivante qui était aussi la dernière : «*la solution pour éliminer le terrorisme passe par l'abolition de la société de classes.*»

Je dis bien dommage, car cette phrase avait l'avantage de conclure sur les trois sujets, élections, socialisme, terrorisme

Par-delà les péripéties conjoncturelles, la Ligue des Droits de l'Homme a montré une fois de plus qu'elle était riche de potentialités. Si nous avons un vœu à exprimer, nous pourrions dire qu'ayant la chance de vivre un pluralisme fécond, elle en use et en abuse pour aider à la réflexion et à l'élaboration d'un socialisme nouveau en se détachant d'une social-démocratie de plus en plus dépourvue d'imagination.

Yves ROCHEFORT

ALTERNATIVE LIBERTAIRE AUX P.T.T.

Suite à l'exclusion des vingt membres de la commission exécutive de la section CFDT de Lyon-Gare survenue le 28 septembre 1977, des travailleuses et des travailleurs libertaires des PTT se réuniront le lundi 14 novembre à 18h30 à l'AGECA, 177 rue de Charonnes, PARIS 75 011.

Dans un communiqué, les camarades des PTT estiment qu'il est possible et nécessaire de s'organiser en vue d'un regroupement

-Qui ne tient pas compte d'une appartenance syndicale ou non,

-Capable d'avoir une autonomie réelle par rapport aux structures syndicales et politiques

-Ayant pour base la démocratie directe (mandat impératif, rotation des tâches...)

Et pour but la suppression de toute forme d'oppression (capitaliste privé ou d'Etat, bureaucratique, sexiste, raciste,...) par l'autogestion des luttes et la destruction des habitudes.

La réunion est appelée par les liaisons anarchistes d'Inter Archives, de Turbigo, Poncelet, Fontenay, Bobigny CT, Paris 12, Ambulants du Sud-Est, Equipes Centrales HF (TRN), Paris 7, St Amand TRN, Equipes Lignes TRN.

«LAISSEZ-LES VIVRE» A MONTROUGE

Les 29 et 30 octobre s'est tenu, pour la deuxième fois, à Montrouge (Hauts-de-Seine) le congrès de Laissez-les-vivre. Il ne fallait pas laisser passer cet événement sans réagir. Aussi, un meeting a eu lieu le jeudi 27 organisé par les groupes femmes de la région. Plusieurs organisations les ont soutenues (U.L. CFDT, section de Montrouge de la LCR et de l'OCT ainsi que le groupe F:A: de Montrouge-Vanves-Malakoff).

Ce meeting a surtout été une réunion d'information sur la contraception et l'avortement ainsi qu'une dénonciation du mouvement réactionnaire Laissez-les-vivre.

Suite à l'échec de leur campagne retentissante (encre rouge - fœtus en bocal...) Laissez-les-vivre a adopté une politique beaucoup plus sournoise : sous couvert d'information et d'aide telle que «SOS grossesse», on dissuade les femmes de pratiquer l'avortement et on propose en remplacement l'abandon des enfants en vue d'adoption. Autre point à souligner : le mouvement demande maintenant l'application de la loi Veil !!! Rappelons que cette loi est très restrictive : inter-

dite aux mineures, aux étrangères - limitation quant au nombre d'avortements (sept mille pratiqués légalement depuis la loi) - sélection par l'argent (800F à 2000F non remboursé) - clause de morale qui permet aux médecins de ne pas pratiquer l'avortement pour convenance personnelle (c'est bien la seule intervention chirurgicale sou-

mise à une clause de morale) - publicité interdite en faveur de la loi - entrave de l'administration hospitalière au bon fonctionnement des services I.V.G. (interruption volontaire de grossesse) tel qu'à l'hôpital de Colombes. Il est à signaler que ce service informe sur la vasectomie.

Le débat a donc porté sur le choix d'avoir ou non des enfants, sur le contrôle de son

corps et de sa sexualité, sur la contraception et l'avortement libre et gratuit.

Il est à regretter que ce meeting n'est pas offert de perspectives de luttes. De même que le manque d'analyse politique plus approfondie n'a pas débouché sur une remise en cause globale de la société.

Groupe anarchiste Vanves-Malakoff-Montrouge



bref social

L'imprimerie Sud-Arts graphique de Melun est occupée depuis plus de quinze jours. En lutte contre la liquidation de l'entreprise, l'intersyndicale CGT-CFDT-FO envisage d'autres actions

108 licenciements ont été annoncés officiellement par la direction de Davum pour la seule entreprise de Villeneuve-la-Garenne. Les suppressions d'emplois dans cette usine se montent à environ 335 depuis 1971.

Après 56 jours de grève à Dubigeon-Nantes, la CFDT a appelé à une consultation le 2 novembre sur la reprise du travail. Les résultats assez flous font apparaître une nette tendance à la reprise. La CGT de son côté, continue la grève avec 300 employés sur les 1500 que compte l'entreprise.

La société SOPICO d'Amiens a annoncé qu'elle déposait son bilan : 120 travailleurs de plus se retrouvent au chômage technique. Déjà, en décembre 1976, 39 travailleurs avaient été licenciés de cette même entreprise sans réaction notable des syndicats mis à part les habituelles protestations verbales et les communiqués de presse

en bref...en bref...

Le 1^{er} juin 77 à Besançon comparait devant le tribunal d'instance Jacques Collombet, pour renvoi de livret militaire. Il a été condamné à 400F d'amende... avec sursis. Sur appel du procureur de la République, Jacques Collombet comparaitra de nouveau devant la cour d'appel de Besançon le jeudi 1^{er} décembre à 9h.

Tous les premiers samedis de chaque mois, les C.L.O. (comités de lutte des objecteurs) organisent une réunion d'information et de débat sur l'objection et l'insoumission au service civil, 46 rue de Vaugirard dans le 6^e arrondissement de Paris de 14 à 18 heures.

Pierre Chaumette (cf. ML N° 241) a été libéré. Il est téformé psychiatrique.

Pierre Charliot, Jean-Luc Lavigne (cf. ML N° 240) en procès à Mâcon le 23 novembre 1977.

Paris, XIII^e arrondissement Un couple expulsé occupe

Avenue de Choisy, Pierre et Pauline «hébergés» contre 600F par mois dans une remise mal meublée, sans aération, sans fenêtre, avec pour seul confort un robinet d'eau froide et un néon, sont jetés à la rue par les propriétaires.

En l'absence des locataires partis faire leurs courses, les logeurs et leurs complices entassent toutes les affaires dans des sacs à ordures et changent le verrou. Méprisés et exploités, Pierre et Pauline sont ainsi froidement expulsés. Voici maintenant plus de deux semaines qu'ils occupent un logement jusqu'alors inoccupé, au 87 avenue d'Ivry, grâce à l'appui de la population des environs et au soutien actif des membres de la section XIII^e de la CNL (Confédération Nationale du Logement).

Dans le XIII^e comme ailleurs, la capital et l'Etat organisent l'urbanisme concentrationnairement, selon leurs intérêts, en disposant des habitants comme bon leur semble.

A Paris, le nombre des mal logés ne cesse de croître ; la liste des demandeurs de logement ne cesse d'augmenter, les expulsions se multiplient (1600 entre avril et juin 1977). Le récent scandale de l'office régional parisien HLM révèle qu'au-delà d'une gestion de classe, scandaleuse et antipopulaire, les charges sont surévaluées, les loyers

trop chers, les délais d'attribution volontairement trop longs. On recense ainsi plus d'un millier de logements HLM vides sur la région parisienne.

Dans le XIII^e, environ 8000 personnes ont fait des demandes de logement, certaines attendent depuis des années alors que près de 6000 logements y sont inoccupés, démesurément chers ou bien soumis à la spéculation des propriétaires qui en attendent la rénovation.

DES A PRESENT

Il faut continuer à populariser cette occupation pour que cesse le scandale des logements vides dans le XIII^e et ailleurs. Pierre et Pauline sont maintenant relogés, il faut désormais qu'ils se maintiennent dans les lieux.

Cela, seul un soutien massif de la population du quartier peut le garantir...

Il faut favoriser dans chaque quartier la mise en place d'un contrôle populaire et autonome qui refuse le pouvoir des promoteurs, des sociétés immobilières et des banques, produits du capital et de l'Etat. Il faut développer le contrôle autogéré de l'espace dans lequel on nous force à survivre pour pouvoir enfin y vivre, pour que les habitants prennent eux-mêmes en charge la gestion de leur ville et de leur propre vie.

FRANCIS

Lutte antimilitariste Halte à la répression dans les casernes !

A l'école d'Application du Train, un soldat, Patrick Silberstein, a été arrêté le 27 septembre.

Que lui reproche-t-on ? Officiellement de s'être absenté trop longtemps sans autorisation, ce qui revient pour l'accusé à une désertion. Dans les faits, ces motifs n'ont guère de validité puisque Patrick avait obtenu l'autorisation verbale de son capitaine et que son remplacement était déjà pourvu.

En réalité, la Sécurité Militaire soupçonne Patrick Silberstein d'être membre du comité de soldats de l'EAT. A la suite de la conférence de presse donnée en septembre dernier par les comités de soldats de la BA 705 et de l'EAT, la Sécurité Militaire a déclenché une vaste enquête ayant pour but d'étouffer la contestation dans les casernes de Tours.

D'autres soldats ont été interrogés pour les mêmes raisons, tant à l'EAT qu'à la BA 705, et la campagne de répression se poursuit à l'heure actuelle au niveau national (Brest, Valence, etc.) ; ces faits montrent que face à la montée de la lutte des soldats, une fois de plus le pouvoir et la hiérarchie militaire répriment.

De plus en plus, les soldats prennent conscience des conditions de vie et de travail intolérables (hygiène, sécurité), de l'absence totale de libertés démocratiques (droits d'expression, de réunion, d'organisation...) régnant dans les casernes. Ceci les amène à s'organiser et à riposter en exigeant la satisfaction de leurs revendications légitimes.



A propos du nucléaire

Non d'Ornano, le Cotentin ne sera pas la poubelle atomique du monde

A l'appel du CRILAN (Comité Régional d'information et de Lutte Antinucléaire), environ 500 personnes ont manifesté à Valognes, circonscription où se trouve Flamanville, à l'occasion de la visite du Comte d'Ornano qui avait été invité par le maire pour inaugurer la foire exposition locale. La manifestation s'est déroulée dans le calme malgré la présence de provocateurs en uniforme dont un escadron de gardes mobiles venus d'Argentan. Les représentants du CRILAN n'ont pu être reçus par d'Ornano. Monsieur le Comte ne discute pas avec n'importe qui !

D'Ornano, lorsqu'il était ministre de l'Industrie, a tout fait pour que le site de Flamanville soit choisi pour y implanter une centrale nucléaire. C'est lui qui, au cours de ses nombreux voyages, a négocié la vente de centrales à l'Iran, l'Afrique du Sud, d'un centre de retraitement au Pakistan, etc.

D'Ornano est responsable de la privatisation du centre de La Hague qui est passé aux mains de la COGEMA qui, par souci de rentabilité, néglige la sécurité des travailleurs.

D'Ornano a préparé les accords de la COGEMA avec la Suède, l'Allemagne, le Japon, pour que La Hague reçoive les déchets atomiques du monde entier. Alors on construit une nouvelle usine (UP3) pour faire face aux commandes alors que les installations existantes ne sont même pas au point (voir rapport CFDT sur la sécurité à La Hague).

Non d'Ornano, notre région ne sera pas la poubelle atomique du monde !

Refusons le nucléaire par tous les moyens !

Lutte antinucléaire = légitime défense.

Groupe St-Lô F.A.



Valognes, le 22 octobre

Cela, le pouvoir ne peut l'accepter et en conséquence, il tente par tous les moyens d'étouffer la contestation au sein de l'armée et d'empêcher son extension, surtout en période électorale.

Déjà des initiatives ont été prises pour réclamer la libération de Patrick, par des organisations politiques (PCF) ou démocratiques (Ligue des Droits de l'Homme) syndicales (FEN, CFDT dont Patrick se réclame).

Le 19 octobre, à l'appel de plusieurs organisations dont la Fédération Anarchiste, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées pour manifester et exiger la libération des soldats emprisonnés. Par les mots d'ordre de

- libération de Patrick Silberstein,
- droit d'expression et d'organisation dans les casernes,
- satisfaction des revendications des soldats,

les manifestants ont voulu dénoncer les manœuvres de la direction militaire et montrer leur soutien à la lutte des soldats dans leurs comités.

Après ce succès, d'autres initiatives sont prévues, notamment un meeting de popularisation afin de renforcer l'information sur le sort des soldats emprisonnés et de faire reculer le pouvoir militaire. Ce dernier, pour l'instant, garde le silence sans doute gêné par la publicité qui est faite autour des arrestations de soldats.

Les militants de la FA réaffirment quant à eux, leur antimilitarisme révolutionnaire. Cette position consiste à défendre les soldats qui font une critique radicale de l'institution militaire, en l'orientant vers des objectifs non réformistes.

- Vive la lutte des comités antimilitaristes.
- Une seule réforme de l'armée, sa suppression.

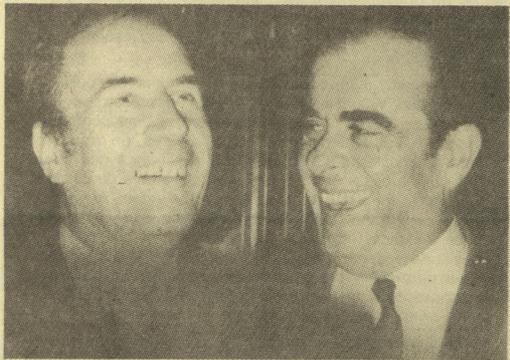
Correspondant Tours

En marge de la convention socialiste

REALISME POLITIQUE

A gauche, ça branle dans le manche. Les mauvais jours finiront-ils ? Après le succès des municipales, les revers de la victoire apparaissent, lézardant davantage l'union déjà fort compromise. Des problèmes au sein de l'agglomération lilloise aux turpitudes d'une partie du conseil municipal de la capitale champenoise et autres nuages, ici ou là, le torchon brûle un peu plus entre les partenaires du programme commun.

Au risque de passer pour des oiseaux de mauvais augure, à plusieurs reprises nous avons déjà émis des doutes-pour ne pas dire des certitudes-sur le peu de crédibilité d'une unité de circonstances. Tout comme nous est apparu ridicule l'attitude de l'extrême-gauche qui, aujourd'hui, à force de coller aux basques des grands frères, tourne à vide à la recherche d'une nouvelle identité.



Le programme commun : quelle blague !

Ceci n'est pas sérieux et démontre bien, une fois de plus, que les jeux de la politique sont bien une vaste supercherie mobilisant tous les gogos et une masse d'imbéciles suivant les appareils dans leur dérive respectueuse. On ne pourrait que se réjouir d'une telle situation si le vide et le discrédit ainsi créés ne servaient pas une autre fraction politicienne. Le vide ainsi fait pourrait favoriser le développement du projet révolutionnaire. Malheureusement, les politiques ne peuvent souffrir un tel état et, dans la mesure, les uns à défaut des autres entendent bien bénéficier de la vacance

Et, en ce qui concerne ces derniers, c'est-à-dire la majorité, selon les évolutions qui résulteront de la situation conflictuelle des «amis» de la gauche, il n'est pas dit que Chirac

ne tire pas à nouveau les marrons du feu, cela bien entendu sous le couvert d'une émulation de bon aloi entre les partis du pacte majoritaire. Dans ce qu'il est convenu d'appeler la majorité, l'unité n'est pas au mieux de sa forme car là aussi chaque clan qui la compose n'est partagé que par nécessité. Les coups bas y sont monnaie courante. Mais les politiciens sont des gens blindés, habitués à la parade et aux bassesses. Ainsi marche le monde...

La convention socialiste du week-end dernier, tirant les leçons des derniers soubresauts au sein de l'union, a permis de mieux souder les militants face aux attaques répétées de leur principal partenaire. En ces milieux de gauche, qui se défendent de faire de la politique politicienne, là aussi tous les coups sont bons même les plus lamentables au niveau d'une certaine éthique prétendue so-

cialiste. Encore que la morale en politique c'est comme la politesse. Beaucoup d'hypocrisie pour peu de sincérité.

Dans les semaines à venir on verra bien comment se traduiront les décisions de cette convention du PS. Pas besoin de se mettre martel en tête; même avec la meilleure volonté du monde on ne gommara pas les divisions qui ont pu naître. Les «amis» prétendent trop, chacun à leur façon, incarner la sincérité et la fidélité à l'esprit du programme de 1972. La mauvaise foi est partagée et c'est bien ainsi

Souhaitons, même si ce n'est encore qu'un vœu pieux, que les travailleurs sachent se détourner de ces jeux où ils n'ont rien à gagner sinon de nouvelles formes d'exploitation.

Roland BOSDEVEIX

Les congés payés : 5 semaines

UNE REVENDICATION PRIORITAIRE ?

Le secrétaire général de Force Ouvrière, André Bergeron, n'est pas content du tout ; il a même lancé un avertissement à ses partisans de la politique «contractuelle» : «à force de tirer sur la corde, elle va finir par se rompre». Bergeron avait l'espoir de pouvoir conclure, en 1978, un accord avec le patronat et l'Etat, qui aurait porté de quatre à cinq semaines la durée des congés payés.

Il ne s'agissait pas là d'une revendication nouvelle, puisqu'elle figurait depuis longtemps déjà au programme des grandes centrales syndicales, et notamment de la CGT et de la CFDT. Mais l'insistance sur ce point du leader de FO avait intrigué les observateurs, car il leur semblait assez sûr de lui, et on pouvait penser qu'il avait reçu des assurances de la part du CNPF ou du gouvernement. Or, il n'en était rien. Le 26 octobre, à l'Assemblée Nationale, le rigoureux Michel Debré interrogea le premier ministre sur sa position par rapport à l'éventualité d'une cinquième semaine de congés, que lui-même aurait jugée déraisonnable, et Raymond Barre répondit à l'amer Michel qu'il n'en était absolument pas question, et «que rien ne serait fait dans le sens de la facilité». Le pauvre Bergeron, ulcéré par ce NON catégorique, répliqua qu'actuellement 30% au moins des salariés du secteur privé bénéficient déjà, sous des formes diverses, de cinq semaines de congés. Il fit également remarquer - ô souci

étrange de la sauvegarde des intérêts des patrons - que cette revendication était «celle qui coûtait le moins cher». Nous n'irons pas jusqu'à dire que ce vœu d'obtenir une semaine de vacances en plus soit condamnable, mais d'abord, nous savons que rien n'arrive comme par miracle, sans lutte ni sacrifice, nous n'avons rien à attendre du patronat, ni de l'Etat, et ils n'accepteront pas de réduire leurs profits et leur autorité, s'ils ne trouvent pas en face d'eux l'action organisée des travailleurs, et leur détermination à imposer leurs revendications. Par contre, si la classe ouvrière est démobilisée, et pratique l'attentisme, peu de chance que le pouvoir cède, pas même pour faire plaisir à monsieur Bergeron.

D'autre part, même si cette cinquième semaine nous apparaît comme une préoccupation non négligeable, serait-elle la solution idéale pour diminuer la fatigue des travailleurs, ou ne devrait-on pas plutôt se soucier en priorité d'améliorer les conditions de travail et de réduire la durée hebdomadaire du travail ?

Nous savons bien que les congés annuels ont été une grande conquête du monde ouvrier, mais nous devons déplorer qu'au sein de cette absurde société de consommation, ils soient aussi la cause d'énormes sacrifices financiers tout au long de l'année et une des raisons qui ont poussé à la pratique détestable des heures supplémentaires dans de nombreuses entreprises. Que

n'accepteraient pas certains pour «partir en août se bronzer à la mer» ? Hélas ! De toute façon, les industriels et les gouvernants excluent la possibilité que les vacances estivales soient accrues, ce qui entraînerait la nécessité, pour cette semaine supplémentaire envisagée, de la prendre en hiver ; ils sont tous d'accord là-dessus, y compris le PCF.

Il est évident que de très nombreux salariés n'auraient pas les moyens de profiter de ces congés hors-saison. Quoi qu'on puisse affirmer, le ski est encore bien loin d'être un sport à la portée de toutes les bourses. C'est à dire qu'une fois de plus, seuls les privilégiés, les salariés du haut de l'échelle, pourraient jouir pleinement de cet accroissement des congés.

Toute diminution des privilèges capitalistes ne peut qu'être favorable au mouvement ouvrier, et la lutte des classes se mène dans l'action quotidienne, sur les lieux de travail, mais nous devons être conscients que le fait de disposer de davantage de temps libre n'est pas suffisant ; encore faut-il passer du mythe de la société des loisirs à sa réalisation, mais cela implique automatiquement le choix d'une autre société, d'où auront disparues et les classes sociales et l'exploitation. C'est seulement dans ce type de société, ayant supprimé le salariat, que les hommes trouveront le temps de vivre.

Bernard LANZA

MONSIEUR BARRE ! (suite de la page 1)

mage, équilibrer le commerce extérieur, augmenter la production, bloquer les salaires ! En réalité, seul le blocage des salaires fut une réussite dont Barre et ses patrons peuvent s'enorgueillir. Pour le reste, la dégradation de l'économie s'est accentuée sur tous les terrains. Il ne pouvait en être autrement et Barre ne l'ignorait pas. Pour faire passer la pilule, nous l'avons vu user de ces arguments péremptores dont les chefs de famille font volontiers usage pour gronder leurs garnements qui réclament un supplément de confiture. L'indice des prix montait, c'était la faute à l'augmentation du pétrole, l'indice continuait à grimper, c'était la faute des produits industriels, l'indice poursuivait son escalade, c'était la faute des commerçants, celle des patrons qui ne respectaient pas le plan Barre. Suant, soufflant grognant, larmoyant, énonçant des lieux communs, laissant tomber dans la balance de son argumentation le poids de ses silences dont personne n'a jamais su s'ils étaient inspirés ou obtus, le bougre a occupé le terrain pendant quinze mois en attendant le miracle. Mais à une

époque où l'intégrisme est malmené par l'Eglise «rouge», les miracles sont rares. Et Barre, la mine allongée, est revenu sur nos écrans nous expliquer pourquoi il avait échoué. C'est la faute... pas à Monsieur Barre bien sûr, c'est la vôtre... c'est la mienne... c'est la leur, aux autres qui vivent dans le stupre ! Et Monsieur Barre d'empoigner au collet quelques petits commerçants qui hurlent à la mort et qui, la tempête passée, recouvreront rapidement les privilèges que Royer, un personnage du même type que Barre, leur avait octroyé. Et cela, soyez-en sûrs, avant les élections.

Monsieur Barre est un personnage grotesque et ridicule qui ne résisterait pas à un examen sérieux. Pourtant, il tient ! J'allais dire il flotte parmi ses à-peu-près, ses indices truqués, ses mensonges énormes, sa suffisance satisfaite. Il tient et il tiendra car il est un phénomène de son temps, l'image parfaite de sa classe. Il encaisse bien, il est rouillard et chèque notable, qui aujourd'hui serre les fesses devant un avenir orageux, se reconnaît en lui.

Monsieur Barre est un symbole, celui de la médiocrité dans laquelle se complaisent non seulement la bourgeoisie, mais trop de travailleurs. Bouger tous les Monsieur Barre de ce pays est une tâche difficile et, pour y parvenir, il faudra bien employer un peu de poudre.

Maurice JOYEUX

Var-Informations

DRAGUIGNAN (Var) : Le vendredi 28 octobre 1977, 80 camions bloquent la circulation contre l'incarcération de leur patron. Le délégué du syndicat de l'entreprise soutient la manifestation. Ce syndicat, c'est la CGT !

HYERES (Var) : L'exercice de la marine nationale de pose et de dragage de mines en rade d'Hyères a mis dernièrement au chômage forcé les marins-pêcheurs de cette région.

GORGES DU VERDON (Haut-Var) : Explosion à quelques mètres d'excursionnistes due, bien que les militaires le nie, à un tir provenant du camp tout proche de Canjuers.

POUR NOUS INFORMER

805-34-08

autriche

Les comités antinucléaires de toute l'Autriche ont convoqué une manifestation centrale à Vienne contre le programme nucléaire gouvernemental, le jour de la fête nationale (mercredi 26 octobre). Venant des diverses provinces, six à sept mille personnes ont parcouru pacifiquement le centre de la ville, faisant une halte devant la résidence du premier ministre, Kreisky (un social-démocrate dans toute son horreur), et s'arrêtant devant le Parlement. Cette manifestation s'est déroulée dans le calme et a été une réelle victoire. Le mouvement anti nucléaire autrichien prend une importance certaine quand on sait qu'il est la seule expression du mouvement extraparlémentaire en Autriche. On peut noter une légère tendance libertaire en son sein.

De plus, la chasse aux terroristes déclenchée par les autorités allemandes, s'est étendue à certaines parties de l'Autriche. En effet, il y a quelques jours, des tracts avec des photos et des descriptions des présumés coupables ont été remis à près de 45000 personnes, notamment près des frontières. Les récompenses prévues ont permis aux autorités d'enregistrer de très nombreuses dénonciations.

allemagne

Une contre-foire du livre à Francfort

Le collectif des éditions d'alternative (AGAV) a organisé à Francfort, du 10 au 16 octobre, une contre-foire du livre qui a connu un grand succès. L'AGAV fondé en 1975 sur l'initiative de Peter Engel et de Norbert Neg, s'était manifesté par quelques expositions itinérantes, mais c'est seulement en octobre 77 que ce collectif a réussi sa percée dans le public : il groupe environ 50 petites maisons d'éditions, mais d'autres maisons d'éditions se sont joints à lui pour participer à la contre-foire.

Le but essentiel de ces maisons d'éditions n'est pas de s'intégrer dans la «grande foire du livre», mais de redonner par leur action collective, à la littérature et à la presse, une indépendance qui les libère de la tutelle oppressive des grandes maisons d'éditions capitalistes. C'est seulement par leur travail et par leur union qu'auteurs et éditeurs pourront se dégager de l'emprise capitaliste.

Si dans le domaine de la poésie, du roman et de la nouvelle, de nombreux écrivains apportèrent un peu d'air frais en lisant des extraits de leurs œuvres, bon nombre d'éditeurs d'ouvrages consacrés aux questions sociales et politiques informèrent de leur côté le public et excitèrent sa curiosité, ce que «la grande foire du livre» n'osait faire.

Un jury de l'AGAV décerna le contre-prix de la paix aux éditions de «l'Association Makay» pour l'ouvrage publié par elles, *Manifeste de la Liberté et de la Paix* de K.H.Z. Schnemann,

informations internationales

décision fort bien accueillie par la presse et par le public. Le jury souligna qu'aucun anarchiste ne figurait parmi ses membres et que, s'il avait distingué un ouvrage anarchiste, c'était pour la seule raison que cet ouvrage offrait la perspective d'une société libre et humaine. Nous fûmes particulièrement heureux de cette consécration des idées anarchistes. D'ailleurs, la contre-foire avait une grande importance pour les maisons d'éditions anarchistes qui avaient ainsi la possibilité de présenter devant un large public les informations indispensables sur l'anarchisme et le socialisme libertaire et d'en diffuser les finalités.

Les plus importantes maisons d'éditions anarchistes étaient présentes à la contre-foire : Karin Kramer, Société libre, Libertad, Impuls, éditions Makay. Celui qui désirait savoir à Francfort ce qu'est l'anarchisme et ce qu'il n'est pas, avait à sa disposition une riche collection d'ouvrages ainsi que de multiples tracts et prospectus publicitaires. La contre-foire a reçu quotidiennement environ 2000 visiteurs et la vente des livres a satisfait pleinement les maisons d'éditions (et tout particulièrement les anarchistes). Outre les achats des visiteurs, plusieurs libraires passèrent des commandes. D'ores et déjà, les organisateurs ont décidé la tenue d'une contre-foire en 78. Face aux grandes firmes qui dominent le monde du livre, nous serons là !

U.T. Hambourg
(traduction J. Barrué)

états-unis

Résolutions de la 36^e convention générale des IWW

Organisation du travail - Alors que les cotisations sont suffisamment peu élevées pour que la plupart des travailleurs puissent les régler sans trop d'efforts, alors qu'une campagne de propagande exige un accord de la part des travailleurs syndiqués,

il a été décidé que la Convention Générale de 1977 instruirait le Bureau Exécutif Général afin que celui-ci suive les directives adoptées, dans le cadre de ses fonctions exécutives comme le précise l'article 2 section 8 de la Constitution.

Un groupe peut s'organiser activement en sections d'entreprises plutôt qu'au niveau national d'une grande société.

Le groupe soumet le compte-rendu de son activité militante au B.E.G. et accepte de l'informer tous les mois sur ses finances et sur ses résultats.

Il a été décidé également que ces règles de conduite seraient incluses dans le paragraphe des résolutions de la Constitution et des Statuts dans la prochaine édition.

Afrique du Sud - Il a été décidé que les IWW condamnaient la répression raciste et fasciste à l'encontre des travailleurs noirs et métis en Afrique du Sud, qu'ils reconnaissent leurs luttes pour l'égalité et qu'ils encourageaient les individus, sections et groupes adhérents à soutenir le boycott national des produits en provenance de ce pays.

Le droit à l'homosexualité - Il a été décidé que les IWW reconnaissent la campagne contre les homosexuels comme une atteinte aux droits de la classe ouvrière. «Nous soutiendrons les efforts afin de défendre les homosexuels et les bi-sexuels contre ces attaques et soutiendrons également l'inclusion dans les clauses de non-discrimination des contrats du syndicat, la garantie des préférences sexuelles.

Solidarité avec la CNT - Il a été décidé que les IWW réaffirmaient leur solidarité avec la CNT espagnole.

Partis politiques et discipline - Alors que le premier objectif des IWW est d'unir les travailleurs sur le champ de bataille de l'industrie et alors que l'organisation, dans tous les sens, implique la discipline à travers la subordination des sections et des membres individuels du syndicat, il a été décidé, dans le but de favoriser l'unité des travailleurs et de protéger la discipline nécessaire à l'intérieur de l'or-

ganisation, que les IWW refusaient toute alliance directe ou indirecte avec des partis politiques existants ou des sectes antipolitiques et déclinaient toute responsabilité sur les opinions individuelles ou les actes qui seraient en divergence avec le but exprimé plus haut.

Grèce

REPRESSION EN MASSE

Aussitôt après l'annonce de l'exécution à froid des trois militants allemands de la bande à Baader, les anarchistes grecs et d'autres groupes d'obédience marxiste extraparlémentaire, sont sortis dans les rues des grandes villes grecques pour manifester massivement leur indignation. Les dirigeants grecs, serviles, comme la tradition le veut, devant toute directive reçue de l'étranger, ordonnèrent, suite aux instructions reçues du gouvernement allemand, l'encerclement et la protection par des forces armées et policières de tous les services diplomatiques et commerciaux ainsi que des sociétés allemandes en Grèce.

Parallèlement, d'importantes forces de police patrouillaient dans les rues. Malgré ce lourd dispositif, des heurts violents n'ont pu être évités et des attaques ont eu lieu contre ces forces armées et des édifices publics. Au Pirée, un groupe de militants marxistes d'extrême-gauche a échangé des coups de feu avec la police et Cristos Cassimis, membre de ce groupe, est mort tandis que les autres ont pu s'enfuir. Avec la répression contre les manifestants, une vague de terrorisme étatique a explosé en Grèce. 25 militants anarchistes ont été arrêtés à Athènes et 16 autres à Salonique. Des perquisitions ont lieu quotidiennement au domicile des militants connus. Les responsables de revues et de maisons d'éditions libertaires sont principalement frappés.

Le 25 octobre, l'éditeur anarchiste Cristos Constantinides a été condamné à trois ans et demi d'emprisonnement, accusé d'avoir insulté les autorités. E. Mathioudaris, membre d'une organisation d'extrême-gauche, est condamné à deux ans et Stavroula Lagadinou à dix-huit mois pour avoir troublé la paix publique. Les avocats de la défense ont démissionné avant le verdict en déposant une déclaration par laquelle ils s'indignaient que les condamnations à de lourdes peines de prison soient préméditées par le tribunal. Cette plainte des avocats fut par la suite confirmée par la décision du tribunal. Il est à noter également que l'accusé Constantinides n'a pas pu se défendre à cause des tortures subies lors de sa détention. Sa demande de suspension de procès fut catégoriquement rejetée par le tribunal. Le procureur de la République s'est expliqué là-dessus : «Il fallait prendre des mesures rapides contre les participants à des actions dynamiques car ces actions sapent les fondements de la Cité.»

Ce même 25 octobre, onze autres anarchistes sont condamnés à Athènes et à Salonique à des peines allant de 22 à 28 mois de prison, cependant que six autres ont été jetés en prison, sans procès, accusés d'être des fauteurs de trouble.

Les militants suivants sont donc emprisonnés : Nikos Asimos, compositeur de musique, Kyriacos Vasiliades, éditeur de la revue libertaire *EDO KE TORA*, Michel Protopsalis, éditeur de la revue *Le coq qui crie pendant la nuit*, Nikos Ballis, éditeur de la revue *OTAN QUANT*, Erode Bakojeannis, éditeur de la revue *Socialisme et Barbarie* et Vannis Felekis, éditeur de la revue trotskiste *La Barricade*.

Alors que l'image de la démocratie est créée en occident comme en orient pour ce qui concerne la forme du régime politique en place depuis 1974, la terreur et l'oppression règnent en Grèce. La dictature des militaires a laissé la place à la dictature des politiciens.

Avant 1974, le rôle du jeune premier était tenu par le colonel et celui du comparse par le politicien. C'est aujourd'hui l'inverse. Une dure répression déferle sur les travailleurs des villes et des campagnes. L'oppression et l'exploitation continuent. Le combat des travailleurs et des militants libertaires continuera avec fermeté jusqu'à la victoire finale et totale : la démolition de toute autorité.

Secrétariat aux Relations Internationales

Vient de paraître

DE LA CAPACITE POLITIQUE DES CLASSES OUVRIERES

DE P-J PROUDHON

Editions du Monde Libertaire

Prix : 42F (2volumes)

CINÉMA

Sur quatre films récents

Oserons-nous dire que le jour se lève sur un nouveau cinéma de langue française ?

En tout cas, force est de constater, à la vue de récentes productions, que nous ne ressortons plus des salles obscures affublées d'un 38 sous l'aisselle, d'une super virilité ou de compassion pour les douloureux problèmes affectifs d'individus appartenant à une classe bourgeoise que nous ne fréquentons justement que sur les écrans.

Finis, chez les nouveaux auteurs, les héros magnifiques de vocation ou de circonstance, aujourd'hui, quand l'objectif se fixe sur un être quotidien, celui-ci y reste et ne s'en sort pas miraculeusement. Et c'est cette réalité retrouvée qui, sans nier les qualités spécifiques du film d'aventure, policier ou autres, nous amène à penser que le cinéma, s'il n'est pas la vie, peut en tout cas lui apporter autre chose que de l'évasion et du rêve.

Ainsi, dans *Les Indiens sont encore loin*, *Des enfants gâtés*, *La Dentellière* et *Dites lui que je l'aime*, il est intéressant de constater que l'identification ou l'intérêt principal portés aux personnages centraux n'est ni valorisante ni rassurante mais douloureuse.

Douloureuse non seulement parce que ces personnages se débattent dans les affres de l'amour non partagé ou de l'incommunicabilité mais surtout parce que, socialement et culturellement, ils sont tellement nous que la non-existence de porte de sortie plus ou moins spectaculaire donne à ces récits et aux êtres qu'ils dépeignent, un caractère profondément quotidien et vrai.

Même dans *Dites lui que je l'aime* de Claude Miller, où le problème social et culturel est moins présent, la cause de l'abandon de celle qu'il aime, d'où naîtra sa « folie », est l'absence de Depardieu, due à son service militaire.

Ici, la marginalité naît du refus de capituler devant l'évidence et « cette société feutrée, banale et sans poésie, où les êtres n'ont même plus l'énergie d'aimer sans retour, assoiffés qu'ils sont de détenir aussitôt leur monnaie d'échange... » (1)

Dans *Des enfants gâtés* de Bertrand Tavernier, les personnages choisissent aussi de se battre pour des raisons différentes puisqu'il s'agit d'un problème social, en l'occurrence les expulsions de locataires, qui ne laissera apparaître les problèmes sentimentaux qu'à travers et à l'occasion de ces problèmes sociaux, la principale animatrice (Christine Pascal) de cette révolte, chômeuse, liant relation avec un homme (Piccoli) appartenant à la classe aisée et se trouvant là par hasard.

(1) Henri Chapier in *Le quotidien de Paris*

Là encore, nous saurons grâce à l'auteur d'avoir su mêler si intimement tous les éléments de cette vie qui est la nôtre et de pouvoir la disséquer, y réfléchir d'une autre façon et assez durement.

Signalons au passage, malgré toute la générosité et l'intelligence du réalisateur et des scénaristes, l'ambiguïté d'une présence sous-jacente de solutions politiques (programme commun ?) et l'évocation de Marius Jacob dans la bouche de Piccoli au plus fort d'une lutte de locataires, ce que nous pensons naturellement être employé à très mauvais escient.

Nous savons que tous les individus sont différents et dans *La dentellière* et *Les indiens sont encore loin*, on ne se bat pas ou tout au moins on se bat différemment.

Si Depardieu et les locataires avaient un but et des raisons concrètes et précises de lutter, Isabelle Huppert, elle, n'en a pas dans *Les Indiens sont encore loin* de Patricia Moraz ou ne se trouve pas sur le même terrain dans *La Dentellière* de Claude Goretta.

Le point commun entre ces deux films est bien sûr la présence d'Isabelle Huppert dans un rôle principal assez semblable mais aussi la recherche d'un bonheur simple et beau et une communication avec l'autre, différente, intérieure et toujours essentielle.

On comprendra aisément que dans un monde où dominant le paraître, la violence verbale et le matérialisme, le chemin est étroit pour ceux qui ne peuvent se satisfaire et se nourrir que de ce qu'il y a de plus vrai, juste et naturel en nous.

Et de ces deux personnages qui se contentaient de choses que l'on dit aujourd'hui simples avec un air de mépris entendu, il ne restera rien, n'ayant pas été écoutés ni entendus dans l'inférieur bourdonnement continu de ceux qui maîtrisent le verbe et l'artifice, de ceux qui savent tout et qui, en lieu et place de l'interaction, porte le jugement définitif sur la différence, comme le coup de botte de la raison bien pensante sur la fleur en train d'éclorre.

« Il sera passé à côté d'elle, juste à côté d'elle, sans la voir. Parce qu'elle était de ces âmes qui ne font aucun signe, mais qu'il faut patiemment interroger, sur lesquelles il faut savoir poser un regard. »

Et si, comme la Jenny des Indiens, il vous prend l'envie de « chercher l'impossible lieu de l'indécible désir », sachez que la pureté se paye cher et qu'il faut être fort pour ne pas tomber et pouvoir se révolter autrement qu'en poussant un dernier cri, silencieux dans le vacarme qui continue.

PROLOEIL

MUSIQUE

Ça swingue dans le service d'ordre des concerts rock

Ça swingue tellement qu'il y a eu un mort à La Villette. Étonnant ? Pensez-vous ! Les habitués des concerts vous diront qu'il fallait s'y attendre et qu'il est heureux qu'il n'y en ait eu qu'un. Eh ouï! messieurs Koski, Cauchoix ou plutôt Bernardin (car c'est lui qui organisait ce soir là), ce qui devait arriver est arrivé. Quand on emploie une équipe recrutée parmi les milieux d'extrême-droite ou dans les sociétés de polices parallèles, afin d'assurer l'ordre dans les concerts, il faut s'attendre à tout.

On sait depuis longtemps que le rock est commercialisé, surtout aux USA. Or, ce phénomène est relativement nouveau en France. Vers les années 68-69, on a vu débarquer les groupes rock anglais ou américains, qui venaient prêcher « L'éclatement » dans le swing, dans ce temple qu'est l'Olympia. A l'époque, tout concert était accompagné de bagarres avec les forces de l'ordre qui avaient mal digéré les pavés de mai et se vengeaient sur les gentils « babacool-qui-aime-bien-s'en-fumer-un-petit ». Peu à peu, les requins de toutes sortes ont vu où était le filon et sont apparus les pre-

miers concerts « Nuremberg » (un endroit assez grand où l'on peut entasser le bétail humain en quantité suffisante, histoire de se faire de gros bénéfices ; des conditions acoustiques dignes de la gare St-Lazare et des conditions hygiéniques n'ayant d'hygiénique que le nom) qui avaient pour emplacement les anciens abattoirs de La Villette. Comme il n'y avait pas d'autres moyens de voir ces groupes, on allait quand même Porte de La Villette. On payait vingt francs pour avoir le cul par terre, voir les cheveux du voisin et entendre du bruit, mais que voulez-vous, c'était presque comme à Woodstock!

Puis, le coût de la vie augmentant, les places sont passées à 25 puis 30 et enfin 35 francs. Les conditions ont légèrement évoluées mais par contre le public s'est durci. Une certaine frange de spectateurs, sous des motifs pseudo politico-hippies, se sont mis à resquiller ou à entrer franchement en force.

La violence appelant la violence, les organisateurs (ces gentils organisateurs : RTL, Europe 1, KCP, Bernardin et d'autres) ont appelé à la rescousse un service d'ordre musclé, peu

importe d'où il venait et où il allait, pouvu que tout se passât bien dans les concerts, c'était là le principal.

En effet, tout s'est bien passé. On fouille systématiquement à l'entrée, on confisque le matériel (enregistreur-caméra-appareil photo...), on « tripote » les filles, on se fout de la gueule des noirs et j'en passe. Le public ne réagit pas ou très peu. Les organisateurs sont contents : l'ordre règne. Alors, ces équipes spécialisées dans les coups durs (collage d'affiches pour les élections, protection de personnalités, attaques de locaux politiques, etc.) et qui souvent ne sont pas déclarées et augmentent leur « salaire » en revendant à noir les billets déjà contrôlés, abusent du pouvoir qui leur est donné : braquage après les concerts, ratonnades et il y a quelques jours, meurtre. Suite logique, implacable. Voilà où en sont les concerts de rock en France, à la solde de requins fascistes flirtant avec le pouvoir.

Il reste à espérer que les petits concerts peu chers et sympas (il y en a, oui) ne subissent pas ce triste sort.

Claude MAIMIN

Revue

Les Scientifiques préservent leur caste.

Le premier numéro de Pour la science vient de paraître. C'est la copie conforme de la revue américaine *Scientific American*. A l'heure actuelle, la vulgarisation scientifique française se résume en gros à trois titres : *La Recherche*, *Science et Avenir* et *Science et Vie*. Je me permets d'émettre des doutes quant à la rigueur scientifique à propos du dernier titre qui, malheureusement, est le plus accessible sur le plan financier (7F). *Science et Avenir* vient de passer à 10F en arrosant son anniversaire avec quelques représentants du gouvernement. *La Recherche* monte régulièrement son prix de vente (13F) mais reste la meilleure revue bien que pas toujours très accessible. Avec un prix de vente de 15F, le nouveau venu, *Pour la Science*, confirme la tradition qui veut que connaissance et fric aillent de pair. Ce n'est pas aujourd'hui que la *Science* (remarquez la majuscule) pénétrera dans les milieux défavorisés avec de tels prix de vente ! *La Science* est préservée, l'élite continuera à boire du thé sans ces incultes ouvriers.

Gérard DUPRE

Disque

La banda del Matese par Benito Merlino

Toutes en rouge et noir, les chansons de La banda del Matese nous font découvrir sur des mélodies prenantes et délicates, ces rebelles qui, autour de Caffiero, dans les années 1876-80, s'employèrent à propager l'idéal libertaire dans le sud de l'Italie et invitaient les paysans à se révolter.

Très proches du prolétariat et soutenus par celui-ci, les militants internationalistes, chevaliers de la souffrance et de la noblesse acrate, proposaient à travers tous les villages du Matese, la Liberté, l'Egalité, en échange de l'abolition de la propriété et du droit d'héritage.

On peut faire du social avec talent, sans démagogie, avec amour désintéressé, avec une guitare. Benito Merlino nous le prouve avec cet oratorio populaire attachant qu'il chante en italien et qui est entièrement traduit et illustré avec des documents d'époque.

Il introduit ses douze chansons par ce petit texte : « La société oblige les hommes à être victimes ou bourreaux. Les internationalistes ne voulant pas s'adapter au rôle de victime et refusant celui de bourreau, ont choisi l'unique voie pour sortir de ce dilemme, ils sont devenus rebelles. Et nous retrouvons en filigrane tous ces grands rebelles illustres tels Malatesta, Galleani, Cipriani, Caffiero, Cerreti, Pascoli, autant de noms chers à nos cœurs, qui ont pavé le siècle écoulé de leurs luttes sociales pour une humanité fraternelle et libre. »

Benito Merlino a dédié ce remarquable disque au souvenir du généreux Caffiero.

Aujourd'hui, les révolutionnaires anarchistes, sans s'embarquer dans le culte de la personnalité et l'idolâtrie imbécile, écouteront avec tendresse ce très touchant recueil de chansons auquel nous souhaitons une très large diffusion car il y va de l'intérêt de nos idées.

CARMEN

Argentine

UNE LENTE AGONIE

Il y a quelques mois, le général Iberico St-Jean, gouverneur de la province de Buenos-Aires, dévoilait son plan de redressement pour la société argentine, prise comme banc d'essai. «D'abord nous tuons tous ceux qui font de la subversion, puis nous tuons leurs collaborateurs, puis leurs sympathisants, puis les tièdes, enfin nous tuons les indifférents». Le gouvernement de l'Argentine n'a rien à envier aux terroristes, il ne s'en distingue que par l'indifférence de la communauté internationale. Sans doute est-ce parce que Buenos-Aires, qui est devenu le premier partenaire commercial de l'Union Soviétique en Amérique Latine et qui vient de renouveler l'accord littoral signé en 1973, s'est habilement gagné la neutralité de Moscou et celle de La Havane. Les soviétiques se sont opposés par deux fois, en mars et en août, à la Commission des Droits de l'Homme de l'O.N.U., à toute condamnation de l'Argentine sur son territoire. Quand à Washington, apparemment déconcerté, il s'est cantonné dans de discrètes démarches diplomatiques. Le président Carter, qui a reçu le général Videla venu aux Etats-Unis à l'occasion de la signature du traité sur le canal de Panama, s'est convaincu de ses bonnes intentions après s'être souvenu surtout que ce même général précisait, il y a quelques temps, que toutes ses actions visaient à détruire le «virus» de la subversion partout où il s'est niché : dans les syndicats, à l'université, dans la presse.

Tandis que les forces de l'ordre pillent les maisons de leurs victimes, rançonnent les familles, torturent systématiquement, le général Videla, qui s'est fabriqué une image de «colombe», plaide non-coupable. Les militaires argentins semblent, en fait, s'être distri-

bué les rôles : les uns tuent, les autres distraient l'attention avec de vagues promesses sur le rétablissement des libertés et de la démocratie.

Le chef de file des «faucous», quand à lui, reste à son poste. Pendant ce temps, des centaines d'hommes et de femmes, venus de toutes les régions d'Argentine, font jour et nuit la queue devant le ministère de l'Intérieur à Buenos-Aires ; ils recherchent leurs enfants disparus. Ils veulent savoir s'ils ne sont pas parmi les cinq mille cadavres retrouvés dans les terrains vagues ou les banlieues des grandes villes depuis le 24 mars 1976, date de la prise du pouvoir par la junte. Seul le général Suarez Mason, à la tête de la première région militaire à Buenos-Aires, peut leur délivrer une autorisation de visiter les morgues, mais il n'en accorde que trois à quatre par jour.

Pour les survivants de l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP), la guerre est finie affirmant les chefs militaires. Ils ont reconnu s'être trompés de même que les dirigeants des Montoneros péronistes qui se sont repliés en Europe.

Si l'extrême-gauche n'a pas formellement déposé les armes, elle ne revendique plus aucun assassinat, aucune séquestration, aucun hold-up. Les «cadres» étrangers des compagnies multinationales, qui, par centaines, avaient abandonné l'Argentine, commencent à y retourner. Preuve en est donnée, s'il en fallait, que le terrorisme à l'échelle d'un Etat paye, et avec la bénédiction de tous les bien-pensants qui, à vrai dire, passent maintenant plus de temps à rechercher l'éventuel terroriste planqué sous leurs lits, suivant les bons conseils des gouvernements et des médias, qu'à s'informer des génocides en cours.

REPRESSION

Des centaines de personnes s'étaient réunies, dans l'après-midi du 14 octobre, face au Congrès, pour manifester en silence leur appui à la pétition, portant sur vingt quatre mille signatures et demandant une enquête sur les disparitions ainsi que la libération des détenus sans inculpation, pétition remise à la junte argentine. Celle-ci fait état de 571 disparus dont plus de la moitié le sont depuis plus d'un an, et de 60 détenus.

Cinq associations s'étaient regroupées pour mettre sur pied cette pétition : la Ligue Argentin des Droits de l'Homme, l'Assemblée permanente des Droits de l'Homme, le mouvement œcuménique ainsi que deux regroupements de parents disparus.

C'est la première fois qu'un mouvement d'une telle ampleur se manifeste en Argentine depuis le coup d'Etat militaire.

Six cent personnes ont d'ailleurs été arrêtées ainsi que plusieurs journalistes, correspondants de publications étrangères.

L'Etat terroriste fait moins peur, du moins à ceux et celles comme les mères ou les femmes de disparus qui estiment n'avoir plus grand chose à perdre. On a pu voir à plusieurs reprises quelques centaines d'entre elles manifester Plaza de Margo devant la Casa Rosada, sous les fenêtres du président Videla, défiant les militaires qui n'ont pas hésité dans le passé à faire disparaître les parents de détenus ou de disparus, défiant aussi un gouvernement qui poursuit sans relâche tous ceux qu'il soupçonne d'être «subversifs».

Bernard Le HYARIC

Afrique

TERREUR EN GUINEE

Quand on évoque des régimes despotiques sur le continent africain, des pays où un tyran exerce un pouvoir dictatorial et sanguinaire, on pense généralement à l'Ouganda ou à la République Centrafricaine, où sévissent les tristement célèbres bouffons Idi Amine Dada et Bokassa, mais il est bien peu probable que l'exemple de la Guinée Equatoriale vienne à l'esprit. Il est vrai que ce petit Etat, d'une superficie de 28000 km², n'est peuplé que de 350000 âmes. Cette ancienne colonie espagnole comprend deux provinces bien distinctes : le Rio Muni, sur le continent, entre le Cameroun et le Gabon, et l'île Macias Nguema (ex-île Fernando Po) qui se trouve au large des côtes camerounaises.

La Guinée Equatoriale a accédé à l'indépendance au mois d'octobre 1968. Les démonstrations de joie populaire qui suivirent cet événement, ne furent que de brève durée, car très vite, hélas, l'optimisme céda la place à l'inquiétude, puis à l'angoisse. Les arrestations arbitraires, les rafles, puis les exécutions sommaires, allaient se multiplier.

Le président «à vie», Francisco Macias Nguema, entreprit systématiquement de faire

tranchière, la Guinée Equatoriale connaît une situation économique absolument catastrophique. La production de cacao - une des richesses du pays - est actuellement trois fois moindre qu'en 1968, les nigériens ayant été brimés, puis expulsés en 1975.

Il ne subsiste pratiquement aucune liberté individuelle ; jusqu'à la pêche qui a été interdite, parce qu'elle est supposée servir de moyen pour fuir cet enfer à certains «opposants».



éliminer physiquement, d'incarcérer ou de contraindre à l'exil, tous ceux qui représentaient à ses yeux un obstacle, aussi minime soit-il, à sa soif inextinguible d'un pouvoir personnel absolu. Le premier ministre Ondo, le vice-président, le ministre de la justice, comptèrent au nombre de ses victimes. La terreur la plus extrême, la plus sanglante, s'abattit sur les pays, où la torture devint une institution, les exécutions publiques un spectacle de choix ; au moins un quart de la population dut se résoudre à fuir au-delà des frontières. Les observateurs estiment que 50000 personnes ont payé de leur vie, depuis la proclamation de l'indépendance, leur «déloyauté» envers le monarque-président. Macias Nguema avait été auparavant un «collaborateur» sûr et apprécié des autorités franquistes, et, quand l'administration coloniale avait décidé la mise en place d'un gouvernement autonome, elle l'avait nommé au poste de vice-premier ministre. Une sérieuse référence ! Totalement isolée, coupée du monde extérieur, pratiquant une xénophobie ou-

Les quelques rares informations qui arrivent à filtrer de ce malheureux pays où un dictateur fou assoit son pouvoir par des méthodes d'un autre âge, ne peuvent que donner le frisson. Il est nécessaire que l'opinion mondiale soit alertée sur ces crimes abominables qui se commettent quotidiennement, en Guinée comme en Ouganda, au Chili ou ailleurs, sans que les gouvernements des nations, dites civilisées, émettent une protestation véhémente, condamnant ces actes barbares.

Ce silence prudent, complice, c'est peut-être bien ce que les leaders des Etats «démocratiques libéraux» appellent la «non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays», par respect de «l'indépendance nationale» des peuples.

Que voilà un langage précieux, à la fois dérisoire et lamentable ! C'est le langage des chefs, celui des maîtres, toujours solidaires lorsqu'il s'agit d'empêcher l'émancipation des «pauvres», comme celle des travailleurs.

Bernard LANZA

L'esperanto en Catalogne

Grâce à nos camarades du Cercle esperantiste de l'Agenais, qui éditent le bulletin *Laute!*, nous avons pu avoir quelques informations sur le développement du mouvement esperantiste ouvrier en Catalogne.

Sous l'impulsion des membres de la C.N.T., l'esperanto connaît un progrès rapide dans toute la Catalogne. Au cours du meeting international de Montjuich, le drapeau à l'étoile verte est apparu au milieu des drapeaux et banderoles rouges et noirs de la CNT-FAI.

Le comité régional de Catalogne de la CNT a envoyé cette année un télégramme à SAT à l'occasion du congrès d'Augsbourg. Simultanément, la fraction libertaire de SAT

a adressé le texte suivant au comité régional : «La fraction libertaire de SAT, réunie dans le cadre du 50^e congrès de SAT (organisation dont les buts sont de faire connaître et utiliser l'esperanto dans les milieux ouvriers) salue fraternellement le réveil et la croissance extraordinaire de la CNT en Espagne.

Les esperantistes libertaires de SAT félicitent les membres de la CNT qui, avec juste raison, se préoccupent d'utiliser l'esperanto pour diffuser à travers le monde les thèses de l'anarcho-syndicalisme. Nous continuerons à penser que le mur des langues est une des plus terribles plaies de l'humanité, il freine considérablement la diffusion concrète des idées, sur

le plan personnel et collectif. L'usage généralisé d'une langue anationale ne suffira évidemment pas à résoudre tous les problèmes qui se posent aux hommes ; mais elle leur permettra de se comprendre, de s'organiser sur le terrain de la lutte des classes, pour construire une société nouvelle.

La CNT vient d'éditer et de diffuser 2000 exemplaires de la brochure *Esperanto en 24 pages*. Le groupe de SAT en Catalogne a été fondé le 2 octobre à Sabadell. Un groupe de cénestistes a l'intention de créer une association esperantiste ouvrière ibérique, mais le projet n'a pas encore abouti.

Yves ROCHEFORT

pour l'hebdo... soutenez l'hebdo... souscrivez pour l'hebdo... abonnez-vous à l'hebdo